

# Six siècles de débats sur le climat

*par Alexis Vrignon*

---

**Dès les débuts de l'époque moderne, les sociétés occidentales débattent et s'inquiètent du climat, de son évolution et de la responsabilité des humains. Sur cette question comme sur bien d'autres, l'idée qu'un grand partage aurait longtemps prévalu entre nature et culture s'en trouve fragilisée.**

---

À propos de : Jean-Baptiste Fressoz & Fabien Locher, *Les Révoltes du ciel. Une histoire du changement climatique XVe-XXe siècle*, Seuil 2020. 320 p., 23€.

*Les révoltes du ciel* porte comme sous-titre « Une histoire du changement climatique XVe-XXe siècle » mais Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, les deux auteurs, n'entendent pas faire œuvre de climatologie historique, démarche qui consisterait à documenter les étapes des modifications durables du climat global de la planète sur près de cinq siècles. Le lecteur pourrait y chercher une généalogie des découvertes scientifiques conduisant au diagnostic contemporain du réchauffement climatique qui irait de Fourier aux travaux du Giec en passant par Svante Arrhenius ou John Tyndall<sup>1</sup> mais, là encore, telle n'est pas la perspective des deux auteurs.

Leur projet d'histoire environnementale est différent et induit un pas de côté qui en fait tout son intérêt. Tout au long des 16 chapitres de l'ouvrage dont 10 sont

---

<sup>1</sup> Svante Arrhenius, "On the Influence of Carbonic Acid in the Air upon the Temperature of the Ground", *Philosophical Magazine and Journal of Science*, Series 5, vol. 41, avril 1896, p. 237-276 ; John Tyndall, "On the Absorption and Radiation of Heat by Gases and Vapours, and on the Physical Connection of Radiation, Absorption and Conduction", *Philosophical Transactions of the Royal Society of London*, 1861, t. 151, p. 1-36.

consacrés à la période allant de la Révolution au dernier tiers du XIXe siècle, ils s'attachent en effet à décrire les « contextes politiques, théologiques, impériaux et savants au sein desquels le changement climatique fut perçu, pensé, anticipé, craint, enduré mais aussi célébré depuis le XVI<sup>e</sup> siècle » (p. 221) pour démontrer que, durant toute cette période, les sociétés occidentales ont débattu du changement climatique.

## **« Dix thèses historiques sur le changement climatique »**

L'introduction de l'ouvrage est l'occasion d'exposer dix « thèses » sur le changement climatique en quelques pages denses appelées à être explicitées dans la suite du livre. Selon les auteurs, les sociétés humaines se sont toujours préoccupées de l'évolution du climat – dans ses manifestations comme dans ses causes – et l'idée qu'il serait possible de le modifier (localement ou globalement) n'est en rien nouvelle. C'est ainsi qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, des débats parfois âpres portent sur ces questions sans être cantonnés aux seuls cénacles savants : les écrivains, les hommes politiques y participent également.

Ce travail s'inscrit dans la continuité des réflexions menées depuis plusieurs années par les deux auteurs (et, plus largement, par le champ de l'histoire environnementale) pour souligner que les sociétés contemporaines n'ont en rien le monopole de la réflexivité environnementale. Au sein des sociétés plus anciennes, il existait des débats et des alarmes quant aux conséquences de l'agir humain sur l'environnement et sur leur éventuelle dégradation. Il en découle que ce n'est pas par ignorance, par pur aveuglement à l'égard du progrès technique et du développement industriel que les sociétés du XIX<sup>e</sup> siècle ont agi de la sorte mais au terme de rapports de force dont il importe de retracer les méandres.

Dès leur introduction, et par la suite tout au long de l'ouvrage, les deux auteurs refusent donc d'adopter le schéma, à leurs yeux téléologique, d'une prise de conscience progressive de la réalité du changement climatique et de ses causes anthropiques pour mettre en avant les intrications politiques et économiques de cette histoire et en particulier les liens entretenus avec l'impérialisme européen. Sur tous ces points – et le titre de l'introduction y fait allusion – Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher entendent nettement se distinguer des positions prises sur la question par l'historien Dipesh Chakrabarty. En 2009, ce dernier a en effet proposé une approche très différente dans un article particulièrement cité et débattu : « The Climate of

History : Four Theses »<sup>2</sup> dans lequel l’auteur considérait que le changement climatique induisait une rupture anthropologique entre le passé et l’avenir et qu’il conduisait désormais à envisager l’humanité en tant qu’espèce avant tout et pas en tant que sociétés diverses traversées de rapports de force politiques, économiques ou encore culturels. Pour Dipesh Chakrabarty, la nouvelle donne climatique contemporaine induirait dès lors la fin d’un grand partage ayant caractérisé la modernité entre nature et culture. Pour les auteurs des *Révoltes du ciel*, au contraire, la modernité ne serait pas caractérisée par ce grand partage mais au contraire par une concordance des temps naturels et de l’histoire. Dès les débuts de l’époque moderne jusqu’à l’aube du XX<sup>e</sup> siècle, loin de se considérer à l’écart des phénomènes climatiques et d’éventuels changements, les contemporains en débattent, qu’ils soient hommes d’Etat, savants, ingénieurs ou agriculteurs : l’agir climatique – la capacité à modifier le climat – constituent pour les sociétés un horizon de débats et d’interrogations tout autant que les grandes évolutions politiques du moment.

## **L’agir climatique des sociétés de Christophe Colomb à la Révolution**

C’est dans ce cadre théorique que s’inscrivent les deux auteurs pour démontrer – nombreuses références à l’appui – que dès le XV<sup>e</sup> siècle et première colonisation européenne, il n’est pas incongru de penser que les climats peuvent changer (au moins à l’échelle locale) et que les hommes joueraient un rôle important et éventuellement positif dans ce processus. À l’époque de Christophe Colomb, les défrichements des Canaries et de Madère alimentent ainsi des réflexions sur les transformations possibles des milieux tropicaux pour rendre ces nouveaux territoires plus propices à l’installation d’Européens. La première réflexivité climatique serait donc d’essence impériale et la première colonisation des XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles serait centrale dans la cristallisation de l’idée d’un agir climatique des sociétés humaines.

Pour autant, les ressorts de ces évolutions du climat n’apparaissent jamais clairement aux contemporains, suscitant de nombreuses controverses dont les Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher font leur miel pour écrire leur ouvrage où l’histoire

---

<sup>2</sup> Dipesh Chakrabarty, « The Climate of History: Four Theses », *Critical Inquiry*, 35/2, 2009, p. 197-222. Soulignons que, à la suite des débats suscités par cet article, l’auteur a en partie amendé ses positions dans « Climate and Capital : On Conjoined Histories », *Critical Inquiry*, 41/1, 2014, 1-23.

des sciences occupe une grande place. Les défrichements ont-ils une influence positive ou négative sur les climats ? La terre va-t-elle vers un refroidissement inéluctable ? Quelle place pour les climats dans l'histoire des Empires de l'Antiquité ? Telles sont certaines des questions qui agitent l'époque moderne sans que les contemporains ne puissent trancher définitivement ces débats. Dans toutes ces controverses de l'époque moderne, il est frappant de constater que le christianisme n'est pas incompatible avec l'idée d'un changement climatique induit par les hommes et béni par la Providence qui sanctifierait ainsi l'expansion européenne.

Dans *Les révoltes du ciel*, les auteurs accordent une place centrale – près des 2/3 de l'ouvrage – à la période allant de la Révolution française au dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils prêtent ainsi une attention toute particulière aux controverses sur le rôle climatique des forêts. Ils décrivent la hantise des conséquences des défrichements. Dans une période où un été pourri peut déclencher des crises de subsistance et où les disettes n'ont pas totalement disparu de l'horizon des contemporains, ces débats sont vifs et intenses et laissent de nombreuses traces dans les archives.

Dans cette perspective, Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher défendent également l'idée que la France occupe une place particulière dans l'histoire mondiale du changement climatique et ce sur la longue durée : ils considèrent en effet que s'y déploient sur de longues périodes plus de débats et plus d'inquiétudes qu'ailleurs. Avec la Révolution, les alertes sur le climat sortent des cercles naturalistes dans le cadre d'une « politisation précoce et radicale du climat » (p. 79). C'est ainsi que les révolutionnaires s'interrogent sur la manière de régénérer à la fois le sol et la nation dégradés par la féodalité mais aussi de gouverner les masses rurales en leur inculquant le respect des arbres – centraux dans les théories du climat – et de la propriété. En cela, les auteurs soulignent que l'idée que les systèmes représentatifs se seraient constitués en externalisant les questions environnementales pour se concentrer sur la régulation des relations humaines n'est pas conforme aux processus historiques qu'il est possible d'observer à partir de la Révolution.

Avec le XIX<sup>e</sup> siècle, on bascule de l'optimisme colonisateur, qui tendait à considérer que modifier le climat était souhaitable pour assurer l'expansion européenne, à l'angoisse de l'effondrement environnemental. C'est ainsi qu'en 1821, une grande enquête est lancée en France à l'échelle nationale sur la question du changement climatique et de la responsabilité de l'homme dans le processus ; menée à l'échelle des départements, ses résultats sont cependant décevants du fait de la faiblesse des données empiriques. À la même période, c'est en invoquant le rôle des

forêts dans la régulation des climats que les forestiers français gagnent en influence après la création de l'École royale forestière de Nancy en 1824. La question est d'autant plus politique qu'elle croise celle de la propriété privée. En effet, pour les auteurs, l'idée d'un effondrement climatique sert d'outil pour gouverner les usages populaires de la nature (tout particulièrement l'accès aux forêts et à leurs ressources) en France comme dans les espaces coloniaux dans un contexte d'essor du capitalisme libéral et du renouveau impérial du XIX<sup>e</sup> siècle.

## Une rupture à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ?

La centralité dans l'ouvrage de la période révolutionnaire et du XIX<sup>e</sup> siècle conduit les auteurs ne pas traiter les périodes postérieures – auxquelles d'autres ouvrages ont déjà été consacrés<sup>3</sup> – où la question centrale est celle de la mise en évidence scientifique du rôle des sociétés industrielles dans le réchauffement climatique du fait de rejet massif de gaz à effet de serre. Que le lecteur ne s'attende pas à trouver de longs développements sur le XX<sup>e</sup> siècle.

Outre le fait que ce choix permet aux auteurs de se concentrer sur des périodes moins connues, il conduit également à mettre en évidence les discontinuités et les discordances au sein de la période industrielle. La thèse de l'ouvrage rompt ainsi avec une chronologie implicite qui postulerait d'une unité fondamentale de la période allant de l'industrialisation aux années 1970, cette dernière décennie constituant la seule vraie rupture dans la réflexivité des sociétés à l'égard de leur environnement. Pour les auteurs, le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle constitue donc un tournant au cours duquel la question du changement climatique se dépolitise et n'est plus (pour un temps du moins) l'objet de controverses. A mesure que les systèmes techniques s'étendent et se perfectionnent, que les communications à l'échelle nationale et internationale deviennent plus rapides et plus aisées, la hantise d'un changement climatique source de disette s'éloigne de l'esprit des contemporains. L'impossibilité d'alors à parvenir à un consensus scientifique sur la réalité de ce changement climatique joue également un rôle important dans ce processus.

---

<sup>3</sup> Stefan C. Aykut, Amy Dahan, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 ; Spencer R. Weart, *The discovery of global warming*, Harvard University Press, 2008.

C'est donc à une réflexion ample et précisément documentée sur l'histoire de l'agir climatique des sociétés et ses dimensions politiques, économiques et culturelles à laquelle se livrent Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher. Les débats, nombreux et parfois intenses, qui parcourent les sociétés européennes autour de la possibilité et de la portée d'un changement climatique anthropique à l'époque moderne confortent l'idée que la thèse d'un grand partage distinguant strictement la nature et la société doit être revue à la lumière de nouvelles sources : en mobilisant des archives administratives et scientifiques, en parallèle de textes plus philosophiques, il est ainsi possible de livrer une analyse différente des réflexivités environnementales des sociétés.

Indéniablement intéressantes, les pistes proposées par les deux auteurs pourraient cependant être creusées plus avant et notamment par une approche comparative renforcée. L'intérêt des sources mobilisées – on pense tout particulièrement à l'enquête de 1821 – amène en effet les auteurs à concentrer une bonne part de leur analyse au cas français au risque, peut-être, de postuler d'une spécificité française qui mériterait d'être mise à l'épreuve. De même, de nouvelles recherches consacrées aux espaces extra-européens seraient bienvenues pour s'intéresser à la manière dont les sociétés coloniales ont pu percevoir ces phénomènes. Une telle approche permettrait notamment de ne pas limiter implicitement la réflexivité environnementale aux seuls pays de l'Ouest de l'Europe ce qui demeure encore trop souvent le cas dans les études environnementales. Enfin, la rupture de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle repérée par les auteurs doit incontestablement être mise à l'épreuve de travaux plus précis pour comprendre les phénomènes et les ressorts – nécessairement multiples – qui conduisent à reléguer au second plan l'agir climatique des sociétés européennes : les progrès techniques et agronomiques jouent-ils le rôle de premier plan que leur attribuent les auteurs ? Suffisent-ils à expliquer la disparition des débats politiques très vifs quelques décennies auparavant ? Telles sont quelques-unes des interrogations qui naissent à la lecture de cet ouvrage par ailleurs très ample par les thèmes soulevés : nul doute qu'il suscitera, chez d'autres chercheurs, de nouveaux travaux pour y répondre.

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 30 septembre 2020.